



INFORMATION DU GROUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT EUROPEEN

Contact: Solange Hélin-Villes

GSM:+32476-510172

Strasbourg, le 12 mars 2008

A la veille du Sommet européen, Martin Schulz appelle les Vingt-sept à "regarder les réalités en face"

Le président du Groupe socialiste au Parlement européen a lancé une série de mises en garde aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE à propos de la situation économique et sociale en Europe et du projet français d'Union méditerranéenne.

Lors du débat organisé aujourd'hui à Strasbourg sur le sommet européen de printemps généralement consacré aux questions économiques - Martin Schulz a déclaré:

"Oui nous avons enregistré des succès. Nous avons réduit le chômage. Nous avons des gains de productivité mais la précarité a augmenté. Les emplois qui sont créés sont des emplois précaires.

Il a critiqué les entreprises qui délocalisent sous la pression d'actionnaires de plus en plus gourmands.

"Les profits des entreprises augmentent plus vite que les salaires, c'est un véritable déséquilibre social. Nous voulons plus de protection sociale," a ajouté M. Schulz. Son appel a été repris par les vice-présidents, le Luxembourgeois Robert Goebbels et le Français Harlem Désir.

Il a prôné plus d'investissements dans la formation, les qualifications professionnelles et le renouvellement des technologies tout en souhaitant que "l'accès à l'éducation des jeunes ne soit pas tributaire des moyens de leurs parents".

"Il faut que cet accès à l'éducation soit généralisé à tous quelle que soit leur origine sociale ou quelle que soit leur origine géographique", a insisté l'eurodéputé allemand.

"Il faut renforcer tout le potentiel de l'Union européenne pas seulement le potentiel de nos entreprises mais aussi celui de nos jeunes".

A l'adresse de la future présidence française qui débutera le 1er juillet prochain, le Président Schulz a mis en garde le Président Sarkozy contre son projet d'Union de la Méditerranée.

"Si l'Union méditerranéenne est un renforcement du processus de Barcelone alors nous sommes tout à fait d'accord mais il faut s'assurer que cette entreprise reste dans le cadre de l'Union européenne.

Si l'Union méditerranéenne porte la division au sein de l'Union, ce sera dommageable pour l'Europe et cela contribuerait à isoler la France", a averti le leader socialiste.